Zeitschrift: Energeia : Newsletter de l'Office fédéral de l'énergie

Herausgeber: Office fédéral de l'énergie

Band: - (2009)

Heft: 3

Artikel: "Une période comme celle-ci offre des opportunités colossales" : Interview

Autor: Brenninkmeijer, Marcel / Buchs, Matthieu

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-642347

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 12.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Une période comme celle-ci offre des opportunités colossales»

Que faut-il penser des plans de relance de type «Green New Deal» qui fleurissent actuellement? La rédaction d'energeia s'est entretenue avec Marcel Brenninkmeijer, fondateur et chairman de la société d'investissement «Good Energies» active dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Si le soutien de l'Etat peut, selon lui, démarrer un miracle économique vert, il serait souhaitable sur le long terme que se développe un marché autonome pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.

Marcel Brenninkmeijer, la société internationale «Good Energies» investit dans un portefeuille impressionnant d'entreprises actives dans le domaine des énergies renouvelables. Pouvez-vous nous décrire votre stratégie?
Good Energies propose un soutien à long terme à des entreprises présentant un fort potentiel de croissance dans ce domaine. Notre budget annuel avoisine 350 millions d'euros. J'ai fondé Good Energies en 2001, pour tenter de trouver des réponses à deux des problèmes les plus lancinants de notre époque: le changement climatique et l'augmentation rapide de la demande énergétique mondiale. L'idée à la base du projet Good Energies était et reste encore de contribuer de façon durable à la sauvegarde de l'environnement, tout en faisant fructifier l'entreprise. Depuis plus de sept ans, nous investissons à l'échelle mondiale dans des sociétés du domaine des énergies renouvelables, prioritairement photovoltaïque et éolien, ainsi que dans les technologies améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments. Notre portefeuille englobe aujourd'hui plus de 30 entreprises, parmi lesquelles Q-Cells, un leader dans les cellules photovoltaïques, dont nous détenons 47% des parts.

Quelles sont à votre avis les énergies les plus prometteuses?
Le solaire ne cessera de nous étonner à l'avenir. J'en suis intimement convaincu, et tous les indicateurs concordent: le solaire est appelé à devenir notre principale source d'énergie. Alors que les analystes tablent sur une croissance annuelle de 15%, le solaire progresse de 35% par an, et même 50% ces dernières années. Parmi ses principaux atouts figure la possibilité de l'exploiter localement comme de manière centralisée. Et le prix d'un module solaire aura diminué de moitié d'ici cinq ans.

Considérons en outre que le prix des énergies fossiles ne pourra qu'augmenter à long terme, alors que celui des renouvelables – photovoltaïque en tête – suit une courbe descendante constante. Lorsque le prix du courant photovoltaïque se sera aligné sur celui de l'électricité de réseau, dans environ cinq ans pour certains pays, le solaire connaîtra un boom sans précédent. Ceux qui s'y seront préparés récolteront les fruits de leur clairvoyance. D'une manière générale, les renouvelables et les technologies visant à économiser l'énergie connaîtront une croissance au-dessus de la moyenne.

«NOUS RESTONS BIEN SÛR OUVERTS À TOUTE PROPOSITION ÉMANANT D'UNE ENTREPRISE SUISSE OFFRANT DES PERSPECTIVES DE CROISSANCE AU-DESSUS DE LA MOYENNE.»

Bien que «Good Energies» ait un de ses sièges en Suisse (Zoug), aucune des entreprises de son portefeuille n'est suisse. Pourquoi?
Good Energies investit à l'échelle mondiale. En 2001, nous opérions notre premier investissement solaire dans la société norvégienne Renewable Energy Corporation (REC), suivie en 2002 par Q-Cells. Or Q-Cells détient des parts de VHF-Technologies, qui fabrique des modules solaires souples basés sur une fine couche de silicium amorphe, et qui est sise à Yverdon. Good Energies participe donc indirectement à une entreprise helvétique. Notre stratégie, qui consiste à investir dans les entreprises les plus intéressantes de la chaîne de transformation du silicium, nous a plutôt bien réussi jusqu'ici. L'an dernier, nous avons renforcé notre participation dans plusieurs sociétés se trouvant déjà dans notre portefeuille. Par ailleurs, sur 1080 nouvelles propositions, nous en avons sélectionné huit qui nous ont paru concorder avec nos objectifs. Nous restons bien sûr ouverts à toute proposition émanant d'une entreprise suisse active dans l'un des domaines qui nous intéressent et offrant des perspectives de croissance au-dessus de la moyenne.

Néanmoins, pensez-vous que les conditions cadres en Suisse soient suffisamment favorables au développement des énergies renouvelables?
Le système de la rétribution du courant injecté adopté par la Suisse concourt au déve-

loppement d'un courant électrique durable. Mais si la mesure devait en principe favoriser l'instauration d'un climat économique positif dans le domaine des énergies renouvelables, il faut dans la pratique en réviser les modalités d'application. Le contingent alloué au photovoltaïque a jusqu'ici été clairement insuffisant. Au soir du 1er mai 2008, jour de l'ouverture des inscriptions, le contingent était épuisé et 3000 demandes ont abouti sur une liste d'attente.

La Suisse compte de nombreux instituts de recherche de renommée mondiale et dispose d'un savoir-faire reconnu dans le domaine des renouvelables. Collaborez-vous avec des instituts suisses?
Prenez notre investissement dans la société Konarka basée à Lowell dans l'Etat américain du Massachusetts. Cette entreprise est spécialisée dans les cellules photovoltaïques à pigments et les polymères conducteurs. Notre décision d'investir a été précédée d'une visite chez le professeur Michael Grätzel, inventeur de la cellule à pigment, et son équipe de l'EPF de Lausanne. Good Energies entretient également d'étroits contacts avec l'EPF de Zurich, ainsi qu'avec l'Institut d'économie et d'écologie de l'Université de St-Gall. Cela montre que nous accordons une grande place au dialogue avec la science et la recherche et que nous collaborons aussi très volontiers avec des instituts suisses.

Comment améliorer le transfert technologique des universités vers l'économie?
Personnellement, je considère qu'il est indispensable que les universités et l'économie entretiennent des contacts étroits, sous la forme notamment de coopérations win-win. Chaque partenaire peut apprendre de l'autre et profiter de son savoir-faire. Les recherches rendues possible par le soutien d'une entreprise, qui en même temps garantissent l'indépendance d'une chaire universitaire, peuvent trouver une application dans l'économie ou la vie courante. Les universités servent d'inspiration à l'économie, de tremplin aux visions et de moteur à la concrétisation d'idées entrepreneuriales. C'est pourquoi les entrepreneurs se doivent d'agir de façon responsable et d'offrir leur soutien à la science.

De nombreux pays sont en train de discuter un «Green New Deal» destiné à surmonter la crise financière. En tant qu'expert du financement des énergies renouvelables, voyez-vous, vous aussi, dans ce «Green New Deal» un moyen de sortir de la crise?
L'idée de mobiliser des milliards de francs pour maîtriser la crise tout en faisant quelque chose contre le changement climatique et en démarrant un «miracle économique vert» est a priori très bonne. Cela permettra aux énergies renouvelables et aux mesures d'économie d'énergie de se diffuser plus largement et plus rapidement. Mais sur le long terme, il serait souhaitable qu'un marché autonome se développe dans ce secteur, sans aide de l'Etat. C'est ce qui arrivera lorsque le prix du courant photovoltaïque aura rejoint celui de l'énergie de réseau. Il se pourrait que le «Green New Deal» donne un coup d'accélérateur à cette évolution, mais je ne pense pas que nous devions attendre les premières retombées positives avant 2010.

Sur quoi un tel programme conjoncturel devrait-il à votre avis porter?
Les mesures destinées à encourager les économies d'énergie pourraient être mises en œuvre rapidement et seraient durablement utiles, tant en termes de création d'emplois que de lutte contre le changement climatique. Elles devraient figurer en tête de liste, car 40% des émissions mondiales de CO_2 proviennent des bâtiments. La Suisse compte déjà plusieurs bâtiments produisant plus d'énergie qu'ils n'en consomment. Les technologies employées? Une excellente isolation, un triple vitrage et des vitres chromatiques, la production de glace pour soutenir la climatisation pendant les pics journaliers de consommation, des pompes et des échangeurs de chaleur, ainsi que des réseaux domotiques intelligents. Des panneaux d'eau chaude et des panneaux photovoltaïques sur le toit ou intégrés dans la façade achèvent de faire de ces bâtiments de véritables centrales énergétiques autonomes. Les systèmes de rétribution du courant injecté, avec des contributions diminuant d'année en année, s'avèrent eux aussi un précieux instrument de promotion. Ils sont déjà en œuvre dans plusieurs pays de l'UE, où ils contribuent à la sécurité de placement. Les banques devraient elles aussi octroyer davantage de crédits «verts». Enfin, la promotion de la recherche et du développement constitue un instrument efficace à long terme.

A combien devraient se monter ces aides pour être efficaces?
Le président Barack Obama a promis de soutenir le développement des énergies renouvelables par une enveloppe de 150 milliards de dollars sur dix ans. C'est très peu au regard des enjeux, mais il a compris l'importance de la lutte contre le changement climatique, et il s'est entouré de la meilleure équipe qu'on puisse rêver. La question n'est pas de savoir combien on injectera de dollars. A mon sens, l'Etat ne doit pas assumer les tâches de l'économie privée mais plutôt veiller à fournir un contexte politique, économique et juridique favorable. Le secteur privé sera alors à même de s'engager dans ce domaine et fournira un multiple de ces 150 milliards de dollars.

L'expression «Green New Deal», qui fait référence au «New Deal» lancé en 1933 par le président Franklin Roosevelt, semble susciter d'immenses espoirs. Une partie des fonds investis ne risquent-ils pas cependant de l'être dans des technologies sans avenir?
Pour cela aussi, il faut veiller à fournir des conditions adéquates. Sachant que nous devrons réduire drastiquement nos émissions

«LE SOLAIRE EST APPELÉ À DEVENIR NOTRE PRINCIPALE SOURCE D'ÉNERGIE.»

INTERNET

Good Energies:
www.goodenergies.com

Profil

Marcel Brenninkmeijer a fondé Good Energies en 2001. Cette société privée d'investissement soutient sur le long terme des entreprises au fort potentiel de croissance actives dans le secteur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Marcel Brenninkmeijer est le chairman de la société. Il est également membre du conseil de surveillance des sociétés REC ainsi que Q-Cells.

Auparavant, Marcel Brenninkmeijer a été conseiller pour la société Anthos Consult, à Amsterdam aux Pays-Bas, après avoir passé une année sabbatique à étudier à l'Institute for Management Development (IMD) en Suisse et à la Harvard Business School (HBS) aux Etats-Unis.

Marcel Brenninkmeijer a fait ses premières vingt années d'expériences en affaire au sein de l'entreprise familiale C&A. Il en a profité pour baigner dans un environnement multiculturel aux Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Canada, Allemagne et Suisse. La position la plus récente de Marcel Brenninkmeijer chez C&A était celle de membre de la direction et sa fonction était celle de responsable des opérations pour la Suisse. Il a également coordonné les activités du groupe de travail environnement de C&A qui a été créé en 1989.

de CO_2 d'ici 2050 si nous voulons éviter une catastrophe climatique, toute mesure allant dans ce sens est une bonne chose. Les initiatives les plus novatrices seront les mieux placées pour s'imposer au plan économique et créeront quantité de postes de travail «verts».

Pensez-vous que ces nouvelles technologies vertes pourraient donner naissance à une bulle financière comme celle qui s'est créée autour de l'Internet?
La différence fondamentale par rapport à la bulle Internet, dans laquelle des sociétés fortement déficitaires ont pu atteindre des cotes faramineuses, est que nombre d'entreprises travaillant dans le secteur des renouvelables sont d'ores et déjà hautement profitables. Les cotations reflètent donc aujourd'hui des bénéfices bien réels. Ces bénéfices sont réinvestis pour favoriser le développement des entreprises, rapprochant le jour où le prix des énergies renouvelable rejoindra celui de l'électricité de réseau. Une technologie économiquement saine, s'adressant à un marché suffisamment large, ne peut que parvenir à s'imposer et à trouver les investisseurs dont elle a besoin.

Ce «Green New Deal» doit-il être lancé à l'échelon des pays ou faut-il une mise en œuvre à l'échelle internationale pour qu'il porte ses fruits?
Bien entendu, le «Green New Deal» aurait le maximum d'impact s'il pouvait être coordonné à l'échelle planétaire. Le risque est que des projets orchestrés au niveau d'un seul pays n'aient qu'une influence éphémère sur l'emploi dans ce pays et qu'ils ne déploient guère d'effets favorables pour le climat sur le long terme. Mais l'approche du «miracle économique vert» est me semble-t-il la bonne, et elle va dans le bon sens, même mise en œuvre uniquement à l'échelon national.

Quel rôle la Suisse pourrait-elle jouer dans les programmes internationaux?
La Suisse devrait faire preuve d'esprit d'initiative et montrer le chemin. C'est une approche qui paie, comme le prouve l'expérience est-allemande. Cette région a pris le taureau par les cornes et, en dix ans à peine, on y a vu se développer une industrie photovoltaïque florissante, qui déploie aujourd'hui ses activités à l'intérieur du pays comme à l'échelle internationale. C'est une industrie parmi les plus performantes de la planète et qui crée des milliers d'emplois.

Comment convaincre les investisseurs privés de mettre leur argent à disposition d'une économie verte?
A l'automne 2000, j'ai expliqué à ma famille que les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique représentaient l'opportunité économique de notre siècle. Peu après, je fondais la société Good Energies. Le processus est aujourd'hui pleinement lancé. Bien sûr, chaque nouvel investisseur est une bonne chose pour ce secteur d'activité. Notre réussite est la meilleure publicité qui soit pour les énergies renouvelables, et nous espérons convaincre le nombre d'investisseurs qu'il faudra pour atteindre les objectifs climatiques. La rapide expansion des besoins énergétiques dans des pays comme l'Inde et la Chine feront à mon avis le reste.

Si en plus, les politiques parviennent à mettre en place des conditions cadres fiables dans la durée, nous aurons déjà fait une partie du chemin. Cependant, il faudra aussi que l'étau du crédit se desserre, et sur ce point précis, nous devons nous garder d'un trop grand optimisme. Il faut par ailleurs que le prix des carburants fossiles reflète enfin leur coût réel, par le biais d'une taxation équitable. Une chose est sûre: le coût de l'énergie ne peut que grimper, alors que le coût du photovoltaïque, par exemple, ne cesse de diminuer.

La crise financière a aussi des répercussions sur les énergies vertes. Après une croissance spectaculaire entre 2004 et 2007, le niveau des investissements a chuté en 2008. Quels arguments utiliser, dans ce contexte, pour convaincre les investisseurs de miser à nouveau sur les énergies renouvelables?
Alors que les prix des carburants fossiles devraient fortement augmenter à moyen terme, la crise mondiale actuelle fait artificiellement baisser le prix de l'énergie. La situation dissuade de nombreux investisseurs pratiquant une réflexion à court terme de miser sur les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Mais si à l'instar de Good Energies on considère les fondamentaux et que l'on privilégie une vision à long terme, une période comme celle que nous traversons offre des opportunités colossales. En tant qu'investisseur privé, nous continuerons d'investir dans les énergies renouvelables et en particulier dans les entreprises auxquelles nous participons, pour permettre à celles-ci de sortir renforcées de la crise. L'attitude actuelle des banques en matière de crédits rend plus difficile le financement de projets. Nous sommes donc prudents pour ce qui est des nouveaux investissements, et réservons une moitié environ de notre budget pour le cas où l'une ou l'autre des sociétés constituant notre portefeuille aurait besoin d'un soutien plus appuyé.

Le poète allemand Friedrich Hölderlin a écrit: «C'est quand le danger est le plus grand que le salut est le plus proche». Pensez-vous que cette citation s'applique aussi à la crise financière et aux technologies actuelles?
Des crises comme celle que nous traversons mettent indéniablement en lumière les faiblesses des diverses branches d'activité. Dans le domaine des énergies renouvelables on a pu observer jusque récemment des taux de croissance atteignant les 50% par année. Or le capex immense des sociétés était couvert via les fonds de tiers [nldr: le capex (capital expenditure) désigne le coût de l'engagement initial]. L'actuelle crise des crédits est entretemps venue bloquer ce processus. Les choses deviennent graves lorsque certaines banques déplorent un ralentissement des affaires dans le secteur des projets, projets qui ont bien évidemment besoin de leurs crédits pour avancer. Les banques hésitent à octroyer des crédits d'expansion, et une fois leurs crédits existants arrivés à échéance, elles en exigent le remboursement. La liquidité d'une entreprise est actuellement le facteur essentiel qui va déterminer sa survie.

«LES INITIATIVES LES PLUS NOVATRICES SERONT LES MIEUX PLACÉES POUR S'IMPOSER AU PLAN ÉCONOMIQUE ET CRÉERONT QUANTITÉ DE POSTES DE TRAVAIL VERTS.»

Mais pour en revenir à la citation de Hölderlin: plus nous avançons dans cette voie sans issue qui est la nôtre, plus il y aura d'individus déterminés à faire les investissements qui s'imposent et à changer leur comportement. Par leur engagement, ces personnes contribueront à faire enfin évoluer les mentalités.

Interview: Matthieu Buchs